

CONSEIL MUNICIPAL du 8 FEVRIER 2019

APPROBATION DU CONTRAT LOCAL D'ENGAGEMENT POUR L'AMÉLIORATION DE L'ACCÈS DES SERVICES AU PUBLIC

Le maintien, l'accès et la qualité des services à la population ont été reconnus dans la loi NOTRe du 8 août 2015 comme un enjeu majeur, amenant ainsi l'État et les Départements à élaborer des Schémas Départementaux d'Amélioration de l'Accessibilité des Services au Public (SDAASP).

Ce nouvel outil d'aménagement du territoire vise à rendre directement accessibles, y compris par voie numérique, des services essentiels aux habitants dans leur vie quotidienne, qu'ils soient publics ou privés (les commerces et services marchands, l'éducation, les loisirs, la santé, la sécurité, la mobilité, les administrations).

Le schéma départemental élaboré sur le Maine-et-Loire, pour une durée de 6 ans, a été approuvé le 12 février 2018. La convention cadre de mise en œuvre signée le 26 avril 2018 invite les intercommunalités à définir l'implication des opérateurs de services sur leur territoire, dans un Contrat Local d'Engagement.

Pour ce faire, un travail de concertation a été engagé par l'Agglomération pendant plusieurs mois, avec l'État, le Département, les six communes pôles de l'agglomération et les principaux opérateurs de services.

La conclusion est ce Contrat Local d'Engagement, proposé à la signature des communes pôles du territoire et des principaux opérateurs. Il décline :

- la manière dont les services au public existants sur le territoire de la Communauté d'Agglomération sont organisés sur chacune des polarités et les propositions qu'il conviendrait de mettre en œuvre pour les renforcer,
- les principales actions à retenir pour le territoire.

Il porte sur une durée de 3 ans, renouvelable une fois.

En tant que signataire du Contrat Local d'Engagement, la commune accepterait notamment :

- d'organiser et d'animer sur sa polarité le développement et la structuration des services à la population. Cette organisation est constituée librement entre les communes et les opérateurs, en réponse à un besoin de services et doit être à même d'apporter une orientation de premier niveau vers tous les publics.
- de contribuer, selon son champ de compétences, à la mise en œuvre des actions prioritaires retenues collectivement pour améliorer l'accessibilité au public sur le territoire, que sont :
 - l'accès aux services :
 - par la mobilité : l'orientation et l'information des usagers et la communication des offres existantes sur le territoire, le développement de services solidaires alternatifs
 - par le numérique : l'accès et l'accompagnement aux usages et le développement des outils selon le plan numérique 2022
 - le niveau de services au public :
 - des centres de services ouverts aux opérateurs de l'emploi, de l'accès aux droits, de la formation et de l'action sociale
 - l'accompagnement aux associations
 - le partenariat avec la Poste pour une couverture de services adaptés au maillage territorial
 - l'engagement pour la santé, l'accès aux droits et la parentalité, dans les chartes et contrats existants entre les collectivités et les opérateurs partenaires.
 -

A ce Contrat Local d'Engagement, d'une durée de trois ans, renouvelable une fois, est annexée une Charte Territoriale des Services au Public, qui constitue un document cadre décrivant les modalités de mise en œuvre de ces politiques publiques. Il s'agit d'orientations stratégiques, de propositions d'actions ou d'outils, dont les collectivités et les autres acteurs du dispositif peuvent, collectivement ou individuellement, se saisir pour répondre, à terme, aux objectifs définis dans le Contrat Local d'Engagement.

Chaque année, les partenaires signataires du contrat se retrouveront, en présence d'un représentant de l'État et du Département, pour échanger sur leurs pratiques et leurs expériences. Ils dresseront le bilan des réalisations du Contrat Local d'Engagement, procéderont à l'évaluation des actions mises en place et définiront les actions complémentaires restant à engager pour permettre, sur l'ensemble du territoire de la Communauté d'Agglomération, une amélioration de l'accès des services au public.

Aussi, il est proposé au Conseil Municipal :

- **d'APPROUVER** le Contrat Local d'Engagement pour l'amélioration de l'accès des services au public et la Charte Territoriale qui y est annexée.
- **d'AUTORISER** le Maire ou son représentant à le signer et à engager toutes mesures relatives à sa mise en œuvre.

La directrice,

Le Maire,

Signé

Signé

Sandrine BAUDRY

Jackie GOULET